



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

Légifrance

Le service public de la diffusion du droit

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Arrêté du 30 mai 2013 fixant la liste des fonctions particulières au ministère de l'égalité des territoires et du logement et au ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie en application de l'article 11 bis du décret n° 99-945 du 16 novembre 1999 portant statut particulier du corps des administrateurs civils

i Dernière mise à jour des données de ce texte : 25 mai 2020

NOR : DEVK1311740A

JORF n°0125 du 1 juin 2013

Version en vigueur au 04 mars 2021

Le Premier ministre, la ministre de l'égalité des territoires et du logement, la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie, la ministre de la réforme de l'Etat, de la décentralisation et de la fonction publique et le ministre délégué auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé du budget, Vu la loi n° 2012-77 du 24 janvier 2012 relative à Voies navigables de France ;

Vu le décret n° 99-945 du 16 novembre 1999 modifié portant statut particulier du corps des administrateurs civils, notamment son article 11 bis ;

Vu le décret n° 2009-360 du 31 mars 2009 modifié relatif aux emplois de direction de l'administration territoriale de l'Etat ;

Vu le décret n° 2010-1702 du 30 décembre 2010 portant création de l'Institut français des sciences et technologies des transports, de l'aménagement et des réseaux,

Arrêtent :

Article 1

Modifié par Arrêté du 22 mai 2020 - art. 1

Les fonctions particulières au ministère de la transition écologique et solidaire et au ministère de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales prises en compte pour l'application du II de l'article 11 bis du décret du 16 novembre 1999 susvisé sont les suivantes :

En administration centrale :

1. Adjoint à un sous-directeur.
2. Fonctions de chef de département ou de délégué rattaché à un chef de service ou à un niveau supérieur, ainsi que délégué au développement durable au commissariat général au développement durable.
3. Chargé de mission :
 - auprès d'un directeur ;
 - auprès d'un chef de service comportant au moins une sous-direction.
4. Adjoint à un chef de département composé d'au moins deux bureaux.
5. Directeur de cabinet du secrétaire général ou d'un directeur général.

En service déconcentré :

6. Fonctions d'adjoint au directeur d'un service déconcentré dans une région ou un département mentionné en annexe n° 1, relevant des ministres chargés du développement durable et du logement, occupées antérieurement à l'entrée en vigueur du décret du 31 mars 2009 susvisé.
7. Fonctions d'adjoint au directeur d'un service déconcentré dans un département mentionné en annexe n° 2, relevant du Premier ministre ou des ministres chargés du développement durable et du logement, occupées postérieurement à l'entrée en vigueur du décret du 31 mars 2009 susvisé.
8. Chef de service ou secrétaire général au sein des directions régionales d'Auvergne-Rhône-Alpes, Nouvelle-Aquitaine, Occitanie, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Hauts-de-France, Grand Est et Ile-de-France relevant des ministres chargés du développement durable et du logement.

9. Fonctions d'adjoint de directeur d'unité territoriale à la direction régionale et interdépartementale de l'équipement et de l'aménagement d'Île-de-France (DRIEA), à compter du 1^{er} janvier 2014.

10. Responsable ou adjoint au responsable d'une direction de l'aviation civile, d'un service ou centre de l'aviation civile ou d'un service ou centre d'Etat de l'aviation civile.

11. Directeur interdépartemental et directeur interdépartemental adjoint des routes.

12. Secrétaire général d'un service opérationnel de la navigation aérienne.

En établissement public administratif :

13. Directeur sectoriel au sein des établissements publics administratifs suivants :

-Institut géographique national (IGN)/ Institut national de l'information géographique et forestière (IGN) ;

-Météo-France ;

-Muséum national d'histoire naturelle ;

-Institut français des sciences et technologies des transports, de l'aménagement et des réseaux (IFSTTAR) ;

-Institut national de recherche sur les transports et leur sécurité (INRETS) et laboratoire central des ponts et chaussées, jusqu'à l'entrée en vigueur du décret du 30 décembre 2010 susvisé ;

-Voies navigables de France, à compter de l'entrée en vigueur de la loi du 24 janvier 2012 susvisée ;

-Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement (CEREMA), à compter du 1^{er} janvier 2014 ;

-Office français de la biodiversité ;

-Agence nationale de la rénovation urbaine (ANRU).

14. Directeur territorial au sein des établissements publics administratifs suivants :

-Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement (CEREMA), à compter du 1^{er} janvier 2014 ;

-Voies navigables de France, à compter de l'entrée en vigueur de la loi du 24 janvier 2012 susvisée.

15. Directeur sectoriel au sein des établissements publics d'enseignement supérieur suivants :

-Ecole nationale des ponts et chaussées (ENPC) ;

-Ecole nationale des travaux publics de l'Etat (ENTPE) ;

-Ecole nationale de l'aviation civile (ENAC).

Dans une ambassade ou une organisation internationale :

16. Chef du service écologie, développement durable et transports à l'ambassade de France à Washington.

17. Fonctions de conseiller " développement durable " dans les services économiques de la direction générale du Trésor à Pékin, Madrid et Berlin.

Article 3

Le présent arrêté sera publié au Journal officiel de la République française.

Annexe

Article

Modifié par Arrêté du 22 mai 2020 - art. 2

Annexe n° 1 :

Départements

Ain, Aisne, Alpes-Maritimes, Ardèche, Aveyron, Aude, Bouches-du-Rhône, Calvados, Charente-Maritime, Côtes-d'Armor, Côte-d'Or, Dordogne, Doubs, Drôme, Eure, Essonne, Eure-et-Loir, Finistère, Gard, Haute-Garonne, Gironde, Hérault, Ille-et-Vilaine, Indre-et-Loire, Isère, Landes, Loir-et-Cher, Loire, Loire-Atlantique, Loiret, Lot-et-Garonne, Maine-et-Loire, Manche, Marne, Mayenne, Meurthe-et-Moselle, Morbihan, Moselle, Nièvre, Nord, Oise, Paris, Pas-de-Calais, Puy-de-Dôme, Pyrénées-Atlantiques, Pyrénées-Orientales, Bas-Rhin, Haut-Rhin, Rhône, Saône-et-Loire, Sarthe, Savoie, Haute-Savoie, Hauts-de-Seine, Seine-Maritime, Seine-et-Marne, Seine-Saint-Denis, Deux-Sèvres, Somme, Tarn, Val-de-Marne, Val-d'Oise, Var, Vaucluse, Vendée, Vienne, Vosges et Yvelines.

Régions

Auvergne-Rhône-Alpes, Bourgogne-Franche-Comté, Bretagne, Centre-Val de Loire, Grand Est, Hauts-de-France, Île-de-France, Normandie, Nouvelle-Aquitaine, Occitanie, Pays de la Loire, Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Annexe n° 2 :

Départements

Bouches-du-Rhône, Essonne, Gironde, Rhône, Seine-et-Marne, Val-d'Oise, Yvelines.

Fait le 30 mai 2013.

Le Premier ministre,
Pour le Premier ministre et par délégation :
Le secrétaire général du Gouvernement,
Serge Lasvignes
La ministre de l'écologie,
du développement durable
et de l'énergie,
Pour la ministre et par délégation :
Le chef de service,
directeur des ressources humaines
par intérim,
R. Davies
La ministre de l'égalité des territoires
et du logement,
Pour la ministre et par délégation :
Le chef de service,
directeur des ressources humaines
par intérim,
R. Davies
La ministre de la réforme de l'Etat,
de la décentralisation
et de la fonction publique,
Pour la ministre et par délégation :
Le directeur, adjoint au directeur général
de l'administration
et de la fonction publique,
T. Campeaux
Le ministre délégué
auprès du ministre de l'économie et des finances,
chargé du budget,
Pour le ministre et par délégation :
Par empêchement du directeur du budget :
La sous-directrice,
A. Duclos-Grisier